

avenir. Vive la Côte-d'Ivoire ! Vive l'amitié franco-ivoirienne.

ABIDJAN, 29 JUILLET 1994

Visite en Côte-d'Ivoire - Conférence de presse du Premier ministre, M. Edouard Balladur

France - Rwanda - intervention humanitaire - visite à Goma - relève de l'opération Turquoise - MINUAR

Q - Monsieur le Premier ministre, la visite au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, et au Gabon était prévue. Au dernier moment nous avons appris que vous irez au Zaïre. A quel moment avez-vous senti l'urgence d'une visite à Goma ?

R - Oh, je l'ai senti pratiquement au moment de mon arrivée. Il m'était difficile d'être sur le continent africain et relativement proche du Rwanda lorsque je serai à Libreville, et de ne pas m'y rendre et j'ajoute que je tenais d'autant plus à le faire que je voulais rendre hommage à l'action des soldats français et pouvoir me rendre compte par moi-même des problèmes humanitaires qui se posent. Alors je voudrais, à ce sujet rappeler que si l'action de la France a obtenu jusqu'à présent des résultats que chacun s'accorde à reconnaître, c'est parce que tout d'abord, nous avons fixé en plein accord, Monsieur le Président de la République et moi-même, des conditions très précises à notre action : il s'agissait d'une opération humanitaire et humanitaire seulement, sans intervention dans des débats intérieurs ; elle devait être autorisée par les Nations unies, elle devait être limitée dans le temps, et elle devait être une sorte de relais jusqu'à ce que d'autres interviennent à leur tour. J'ajoute que nous avons également déployé beaucoup d'efforts pour que la communauté internationale soit mobilisée aussi bien sur le plan humanitaire que sur le plan de l'aide aux pays africains qui ont décidé d'apporter des contingents. Je me suis rendu à New York devant le Conseil de sécurité et puis avec le Président de la République, je me suis rendu devant le Conseil européen à Bruxelles où cette question a été évoquée par la France et nous avons en toute circonstance fait en sorte que la communauté internationale s'éveille. Mais aujourd'hui nous poursuivons dans la ligne que nous avons fixée. Je vous avais dit à plusieurs reprises que je souhaitais que la France fût relayée dans son action par d'autres.

C'est pourquoi il a été décidé, 500 soldats africains étant d'ores et déjà présents dans la zone humanitaire sûre, il a été décidé de rapatrier 180 hommes qui seront ce soir en France. J'avais fixé l'effectif de 300 et puisqu'il y a, à peu près 500 Africains qui arrivent et bien d'ores et déjà 180 de nos soldats retourneront dans notre pays ce soir. Je ne voudrais pas que cela donne lieu à malentendus, c'est un retrait qui était prévu, qui était annoncé, qui est organisé et avec prise de relais par des forces africaines et il ne s'agit pas de prendre quelque risque que ce soit et qui pourrait mettre en danger les populations de la zone humanitaire sûre.

De toute manière la France poursuit son action humanitaire et la poursuivra, puisqu'elle a encore 800 hommes environ dans la zone humanitaire Sud sûre, qu'elle est présente à Goma au Nord du Rwanda, à la frontière Sud également, où elle a douze à treize cents hommes et cet effort humanitaire notamment se déploie dans la gestion de la plate-forme aéroportuaire dans l'apport d'eau, de médicaments et puisqu'il faut bien en parler, et tout le monde le voit, dans l'ensevelissement des cadavres de plus en plus nombreux. Nous souhaitons donc que les intentions affichées par un certain nombre de pays se traduisent dans la réalité. D'ores et déjà on peut considérer que pour les effectifs de troupes de la MINUAR, à la fin du mois de juillet, ils seront à peu près un millier à être présents sur le terrain et que d'autres effectifs sont en cours d'équipements, qu'ils viennent d'Éthiopie, du Nigeria, de l'Australie ou du Canada. D'autres pays encore ont promis leur concours. Donc la constitution de la MINUAR 2, dont nous avons toujours dit que nous étions tout prêts à lui passer le relais, est en bonne voie, mais je le répète, nous ne prendrons aucune décision qui pourrait conduire à fragiliser la situation ou inquiéter les populations et de toute manière, nous ferons en sorte que les choses se passent avec des annonces préalables et les transitions nécessaires, voilà, les indications que je voulais vous donner sur ce point. Je rappelle d'ailleurs, j'indique d'ailleurs, plus exactement, que c'est un point dont je m'étais entretenu avec Monsieur le Président de la République, mercredi dernier. Nous avons toujours eu cette position-là, je le répète encore une fois et simplement nous sommes très soucieux de ne pas, par des décisions qui pourraient apparaître précipitées, fragiliser la situation psychologique et morale de la population réfugiée.

Q - Monsieur le Premier ministre, juste une précision, est-ce que cela veut dire qu'en principe vous répondez à la demande de l'ONU, oui nous restons s'il le faut, pour assurer donc cette transition qui ne mette pas en péril éventuellement les populations ; je voudrais juste que vous précisiez ce que cela veut dire lorsque vous dites que la sécurité morale ne devra pas être mise en danger. Est-ce que cela veut dire que la France accepte aujourd'hui en principe de rester si c'est nécessaire pour la préparation de l'arrivée de l'ONU ?

R - Monsieur, je vous répondrai avec la plus grande franchise que notre position a légèrement évolué. J'avais commencé par dire que nous souhaitons nous retirer à la fin du mois de juillet, et puis l'on nous a donné un mandat qui expire le 22 août. Je constate qu'à la fin du mois de juillet il y a 500 Africains qui ont répondu à notre appel et qui appartiennent à un certain nombre de pays d'ailleurs de l'Afrique francophone et qui sont à peu près 500. Et je viens de vous annoncer que nous retirerons donc 300 soldats qui seront rentrés en France, soit qu'ils y sont déjà, soit qu'ils rentreront dans les prochains jours.

D'autre part, je crois avoir dit déjà une fois que s'il fallait que les soldats français demeurent présents à la frontière, sur le territoire du Zaïre, pour apporter un appui logistique cela pouvait se concevoir un certain temps, si on nous le demandait et si on le souhaitait, mais pour être tout à fait précis, cela signifie que je

souhaite bien que d'ici le 22 août le contingent de Ghanéens, de Canadiens, d'Éthiopiens, de Nigériens, d'Australiens soit constitué et nous permette de nous retirer de la zone humanitaire sûre.

France - Côte-d'Ivoire - dévaluation du franc CFA - dette publique - produits de base - union économique et monétaire de l'Afrique de l'ouest - Nigeria

Q - Monsieur le Premier ministre, vous avez évoqué tout à l'heure les principales raisons de la dévaluation, une dévaluation souhaitée par nos partenaires économiques et financiers et acceptée par nécessité par les pays de la zone franc. Vous avez aussi loué le courage de nos dirigeants et la maturité de nos populations face à cette nouvelle situation très difficile. Alors, Monsieur le Premier ministre, que peut-on attendre concrètement des rapports économiques et financiers de la France avec la Côte-d'Ivoire surtout dans le contexte du nouveau partenariat que vous avez si souvent évoqué et surtout du fait que, aujourd'hui notre pouvoir d'achat est complètement diminué sur les marchés européens ?

R - Madame, je ne vais pas refaire la conférence que j'ai prononcée, que j'ai terminée il n'y a pas un quart d'heure, moi je veux bien mais j'aurais peur de vous lasser. J'ai dit quelle était la situation au moment où la décision a été prise, elle était mauvaise, j'ai dit les efforts faits par les uns et les autres depuis que la décision a été prise, les efforts des pays africains, mais aussi les efforts de la France, je répète qu'aucun gouvernement français jamais ne fit autant pour l'Afrique sur le plan financier et économique. J'ai dit les espoirs que l'on pouvait nourrir raisonnablement, j'ai dit également que nous n'étions pas au bout de nos peines les uns et les autres, j'ai annoncé trois mesures importantes qui sont l'augmentation de l'aide pour le financement des projets, une augmentation très substantielle, la mise en place d'un mécanisme de garantie permettant de mobiliser l'épargne en francs CFA et d'autre part l'action de la Caisse française de développement qui apportera sa garantie à des émissions de titres obligataires, tout cela je l'ai déjà dit... la majoration du Fonds spécial de développement également, bon - tout cela ne manquera pas de produire ses effets, pour le reste je crois que c'est le Premier ministre de Côte-d'Ivoire qui serait plus qualifié que moi pour vous répondre, s'il ne répugne pas à répéter ce que je viens de dire pour la deuxième fois.

Q - Monsieur le Premier ministre, tout à l'heure, dans la dernière partie de votre intervention, on a senti vraiment que la France instaure une nouvelle politique pour aider les pays africains, mais j'ai quelques petites inquiétudes que je souhaiterais que vous leviez aujourd'hui : la première inquiétude a trait à une situation que je trouve presque absurde : on a demandé aux pays africains de transformer les matières premières en Afrique pour pouvoir y mettre de la valeur ajoutée, mais il se trouve curieusement que plus il y a de la valeur ajoutée, moins nos produits ont des chances d'avoir accès à vos marchés : alors il y a maintenant ce qu'on appelle en Occident les barrières non-tarifaires. Plus concrètement, une entreprise comme celle de coco, sur laquelle j'ai fait une petite enquête a des difficultés pour avoir

accès aux marchés français parce que dit-on ces produits ne sont pas fabriqués selon les normes françaises. Alors Monsieur le Premier ministre, vous avez dit tout à l'heure qu'il faut un marché régional, que le marché régional va avoir près de 82 millions d'habitants, croyez-vous qu'il est économiquement fiable dans une région comme la nôtre de faire une intégration économique sans le Nigeria qui a à lui seul 120 millions d'habitants. Et puis enfin la question de la dette, vous avez dit que vous alliez vous arranger pour alléger la dette. Quand on écoute, par exemple le représentant du FMI dans notre pays, lors que de la campagne pour expliquer la dévaluation, il a dit qu'au titre de cette année seulement, la Côte-d'Ivoire doit payer 900 milliards de francs CFA, au titre de sa dette. Alors, Monsieur le Premier ministre, est-ce qu'il n'est pas bon de prendre à bras le corps la question de la dette et puisque des études ont été faites, de l'annuler carrément de sorte à pouvoir relancer ce qui serait intéressant pour nous, et vous serez un des Premiers ministres historiques pour l'Afrique ?

R - En somme je ne le suis pas encore. Bien, écoutez, nous avons annulé 25 milliards de dette, vous conviendrez avec moi que c'est quand même un chiffre important, fort important. Nous sommes obligés de tenir compte des intérêts de l'ensemble des pays de la zone, et aussi des intérêts de la France dans cette affaire, je vous ai rappelé les conditions économiques et budgétaires dans lesquelles se déroule notre action et je crois que dans ces conditions-là nous ne pouvons pas aller plus loin. En ce qui concerne l'accès au marché européen, nous avons constamment plaidé au cours des discussions au sein du Conseil européen pour une ouverture totale du marché européen aux produits africains et notamment de l'Afrique subsaharienne. Et les pays africains ont un accès plus facile aux marchés européens que les pays asiatiques ou latino-américains et notamment nous avons récemment obtenu que le dossier de la banane soit réglé par l'adoption d'un règlement communautaire qui est favorable aux producteurs traditionnels. Voilà, quant au reste, ce que sous-entendait votre question voulait dire au fond que l'Europe et la France étaient toujours d'accord pour acheter des matières premières à l'Afrique mais qu'elles ne voulaient pas ou qu'elles ne pouvaient pas ou qu'elles ne désiraient pas lui acheter des produits manufacturés. Je me permets de vous dire que c'est tout à fait inexact. Nous sommes tout à fait conscients du fait que pour aider l'Afrique il faut l'aider à apporter le plus de valeur ajoutée possible, pour reprendre votre terminologie, à ces productions traditionnelles. Nous avons constamment plaidé auprès de nos amis africains pour le renforcement des petites et moyennes entreprises dont le tissu permet à la fois de créer des emplois et de créer des productions originales qu'il n'y a pas sur le marché européen et qui peuvent donc être accueillies. Donc je crois que cela n'est pas exact. Alors quant au Nigeria, vous me dites, vous voulez inviter les pays africains à créer un marché de 80 millions d'habitants, et il y a de côté le Nigeria qui en a 120 millions, c'est un problème qu'il appartient aux pays africains de discuter entre eux. Je constate que si l'on peut créer un marché régional important dans les pays africains francophones, c'est parce qu'il y a la zone franc, ce qui n'est pas le cas du Nigeria, ce qui est une différence

substantielle, vous en conviendrez avec moi. Et puis nous en sommes, si j'ose dire, tous là, nous Européens avons créé un marché européen, il n'y a pas la Russie, qui est le plus peuplé des marchés européens. Peut être y sera-t-elle un jour ! Nous verrons bien.

Démocratisation en Afrique

Q - Monsieur le Premier ministre, votre visite s'est faite si on s'en tient au programme, dans l'ignorance d'un secteur de l'opinion nationale à savoir les partis de l'opposition. Je ne sais pas si cela est lié aux contraintes d'une visite d'Etat mais je voudrais sans vous enfermer dans un débat ivoiro-ivoirien vous amener tant soit peu à vous prononcer sur la marche de la démocratie en Côte-d'Ivoire. Est-ce qu'elle se porte bien, est-ce que les préoccupations exprimées par ce secteur de l'opinion sont prises en compte par les préoccupations de la France aujourd'hui, est-ce que cela est conforme aux normes qui conditionnent l'aide française à la Côte-d'Ivoire ?

R - Monsieur, je me suis prononcé là-dessus dans le discours que j'ai prononcé hier devant l'Assemblée nationale du Sénégal. La France considère que la liberté économique et la liberté politique vont de pair et elle souhaite que les règles de la démocratie s'étendent sur l'ensemble du continent africain. Cela étant, chacun a ses traditions et chacun a son rythme et je n'ai pas voulu intervenir de façon précise pour émettre des jugements qui auraient risqué d'ailleurs de reposer sur une connaissance insuffisante de la réalité. Il y a beaucoup de définitions de la démocratie, il y a quand même quelques critères simples : la liberté des élections, la liberté d'associations, la liberté de la presse ; à lire certains des commentaires qui ont été faits sur mon voyage, j'ai eu le sentiment que la liberté de la presse était bien assurée. La liberté d'associations me paraît également un fait accompli dans nombre de pays africains. Quant à la liberté des élections, je sais que c'est une préoccupation du gouvernement ivoirien de faire en sorte que les prochaines élections se déroulent dans des conditions incontestables et j'ai dit au Président Konan Bédié que nous étions tout prêts à y apporter notre concours, c'est tout ce que je peux vous dire y compris sur le plan financier.

Lutte contre le SIDA

Q - Inaudible.

R - J'ai tenu en effet à me rendre dans ce centre de soins des malades du Sida qui s'est créé à Abidjan, qui s'est créé, je le rappelle, avec l'aide de la France et d'ailleurs j'en ai reçu des témoignages de reconnaissance tout à fait émouvants. Je sais que c'est un problème qui est un problème extrêmement sérieux pour la Côte-d'Ivoire, et notamment pour la population d'Abidjan. Nous avons développé notre aide, nous la renforcerons si besoin est, j'ai d'ailleurs été extraordinairement frappé par la qualité du personnel médical et du personnel soignant que j'ai rencontré, à la fois son esprit de mesure, sa dignité, son sens de la responsabilité et si j'osais, j'utiliserais un terme qui ne l'est plus guère, je dirais sa charité. Nous avons nous aussi en France des problèmes de cet ordre moins graves, mais

que nous nous efforçons de résoudre et en France aussi je me suis rendu à deux reprises sans que d'ailleurs on le sache dans des centres de soins. Nous sommes prêts à faire tout ce qui sera possible pour aider la Côte-d'Ivoire en cette circonstance et nous sommes prêts à renforcer notre aide, je l'ai dit à Monsieur le ministre de la Santé qui m'accompagnait ce matin.

France - Afrique

Q - Je voudrais soulever le problème du cacao, quelle disposition la France compte prendre pour protéger les pays africains producteurs de cacao face aux désirs des membres de la Communauté européenne d'utiliser 5 % de matières grasses végétales dans la fabrication du chocolat, parce que cela représente quand même 150 à 200 000 tonnes de demande réduite pour les pays producteurs. Alors que compte faire la France ?

R - Vous savez Madame notre action constante au sein de l'Union européenne, c'est d'être les avocats de l'Afrique, vous n'en avez pas de meilleur je me permets de vous dire que n'en avez d'ailleurs pas d'autre. Il faut être tout à fait clair, c'est ça la vérité, tout de même, et cela se manifeste sur tous les dossiers, dans tous les problèmes, qu'il s'agisse de l'aide financière, qu'il s'agisse de la catastrophe humanitaire du Rwanda, qu'il s'agisse du problème de la banane de celui du cacao que vous évoquez, de l'aide à la suite de la dévaluation du franc CFA, qui parle de l'Afrique à Bruxelles. Sinon la France ? Vous pouvez être sûrs que si la question se pose, nous ferons pour ce problème comme pour tous les autres, nous ferons en sorte que les intérêts légitimes de l'Afrique soient pris en compte. Nous n'avons jamais considéré que l'aide au développement devait se limiter aux pays dans lesquels le retour financier de l'investissement opéré était le plus rapide et le plus fructueux, d'autres pays font ces calculs-là et cela les conduit à des opérations sans doute parfois moins désintéressées que les nôtres. Nous, nous considérons que nous sommes liés à l'Afrique par une sorte de pacte moral historique qui ne cesse de se renforcer et nous considérons que c'est un devoir pour nous que d'assumer notre responsabilité envers les pays africains. La responsabilité que nous nous imposons à nous-mêmes, que personne ne nous impose de l'extérieur, c'est la conception que nous nous faisons des choses qui nous l'imposent, alors tout ce que je peux vous dire c'est que nous ferons pour ce problème ce que nous avons fait pour beaucoup d'autres. Mesdames et Messieurs je vous remercie.

LIBREVILLE, 29 JUILLET 1994

Visite au Gabon - Discours du Premier ministre, M. Edouard Balladur à l'occasion de l'inauguration du Centre culturel franco-gabonais

Messieurs les Présidents,
Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs,